

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 16 février 2026

Saisissez du texte ici

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUVET Père & Fils (Tonnay)

Les Fontaines d'yves
Route du marouillet
1, rue des fontaines
17340 Yves

Références : 0007201920/2026/90

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement CHAUVET Père & Fils implanté « Puy-Puy » 17430 Tonnay-Charente. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUVET Père & Fils
- Puy Puy 17430 Tonnay-Charente
- Code AIOT : 0007201920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAUVET a été autorisée à exploiter la carrière située au lieu-dit « Puy-Puy » à Tonnay-Charente par arrêté préfectoral n°07-2773 DDPI/BUE du 20 juillet 2007 pour une durée de 30 ans et une capacité maximale d'extraction de 35 000 t/an.

L'autorisation arrivera à échéance le 20 juillet 2037.

Le site est exploité seulement quelques jours par an.

Le retard d'exploitation est important. L'exploitant est toujours dans la première phase quinquennale sur les six prévues dans son dossier d'autorisation.

L'exploitant souhaite vendre son site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification / publicité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Registres et plans des carrière à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit renforcer la signalisation et l'interdiction d'accès au périmètre de la phase 1 en exploitation et à celle située à côté (Phase 6).

En cas de cession du site ou de reprise de l'exploitation à un rythme plus soutenu, l'exploitant est tenu d'en informer préalablement l'inspection et d'actualiser le plan d'exploitation. Les garanties financières devront aussi faire l'objet d'une actualisation, soit par le repreneur, soit par l'exploitant en cas de reprise effective et significative de l'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification / publicité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 4
Thème(s) : Situation administrative, Identification / publicité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de

L'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux est mis en place à l'entrée du site. L'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté n'est pas précisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète sous 1 mois son panneau avec l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tonnage extrait
Prescription contrôlée : Le tonnage maximal de matériaux autorisé à être extrait est de 35 000 t/an
Constats : La carrière arrivera à échéance le 20 juillet 2037. Elle n'a pas été exploitée suivant le plan de phasage prévu. L'exploitation est toujours en phase 1. L'extraction se limite à quelques jours par an. Le sable extrait est ensuite stocké en transit sur la carrière des fontaines à Yves.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas de cession du site ou de reprise de l'exploitation à un rythme plus soutenu, l'exploitant est tenu d'en informer préalablement l'inspection. Il confirme sous 1 mois en réponse à cette inspection la suite envisagée pour son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

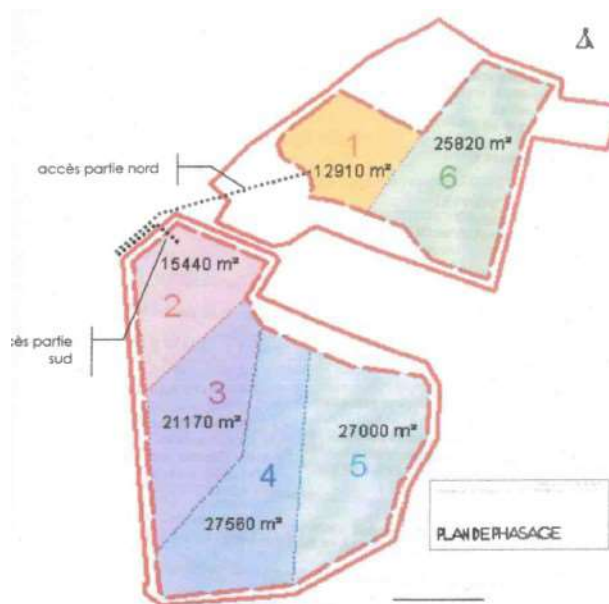
Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

Constats :

L'accès à la zone correspondant à la phase 1 est sécurisé par une barrière fermée à clé, sur laquelle est installé un panneau d'interdiction d'accès. Les parcelles des phases 2 à 5, situées de l'autre côté de la voie de Puy-Puy, sont actuellement exploitées à des fins agricoles. Le secteur de la phase 6, à l'est de la phase 1, est également cultivé ; toutefois, son accès n'est pas restreint, ce qui peut faciliter l'accès à la partie supérieure des fronts en limite des phases 1 et 6.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous 1 mois condamner l'accès à la parcelle agricole, correspondant à la phase 6, depuis la voie de Puy-Puy et mettre en place une signalisation adaptée afin d'alerter sur le danger présent en partie supérieure des fronts situés entre les périmètres des phases 1 et 6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspecteur un plan côté sur photo aérienne du site non daté mais correspondant à l'emprise de la zone en exploitation actuelle. Compte-tenu de l'avancement non significatif de l'exploitation ce document n'a pas fait l'objet d'une actualisation récente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous 1 mois le levé topographique daté à partir duquel le document présenté lors de l'inspection a été réalisé. En cas de reprise significative de l'exploitation ou de vente de la carrière tel qu'envisagé par l'exploitant, avant la fin de la phase quinquennale en cours, ce dernier devra procéder à l'actualisation du plan d'exploitation et le transmettre à l'inspection. Si aucune évolution du site n'intervient d'ici cette échéance, soit le 20 juillet 2027, il actualisera le plan d'exploitation a cette date.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
Constats : Les déclarations Gerek sont réalisées mais les tableaux TP1 et TP4 ne sont pas renseignés. 2021 => 300 tonnes (erreurs TP1 et TP4) 2022 => 330 tonnes 2023 => 190 tonnes 2024 => 110 tonnes La production reste très inférieure au tonnage moyen autorisé de 50 000 t/an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter dans sa déclaration 2026 au titre de l'année 2025 les tableaux TP1 et TP4 sur l'application GEREP avant le 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1.9
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : [.....] 1.La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. [.....] 3. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation 6 mois au moins avant son terme. 4. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières : Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. [.....]
Constats : Le dernier acte de cautionnement, d'un montant de 9 996 €, a été établi le 6 décembre 2024. Il

arrive à échéance le 5 décembre 2029.

Ce montant est inférieur à celui fixé par l'arrêté préfectoral. Lors du renouvellement des garanties financières, il aurait dû intégrer les prescriptions du point 1.9 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007, notamment l'actualisation du plan de phasage ainsi que la réévaluation du montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale du site pour chacune des périodes quinquennales.

L'exploitant indique que le montant provisionné correspond au calcul réglementaire établi sur la base du phasage d'exploitation actuellement en vigueur, lequel permet, selon lui, d'assurer la remise en état du site au regard de l'état d'avancement de l'exploitation.

Il est toutefois rappelé que le montant cautionné doit correspondre à celui prévu dans l'arrêté préfectoral permettant d'assurer la remise en état maximale du site pour la phase 1, actualisé compte-tenu de l'évolution de l'index TP01.

Compte tenu des démarches engagées en vue de la cession du site et du très faible niveau d'exploitation constaté, il est proposé, à ce stade, de ne pas exiger la modification immédiate de l'attestation en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de cession du site ou de reprise de l'exploitation à un rythme plus soutenu avant le terme de la phase quinquennale en cours, l'exploitant est tenu d'en informer préalablement l'inspection. Les garanties financières devront alors être actualisées, soit par le repreneur, soit par l'exploitant en cas de reprise effective et significative de l'activité.

En l'absence d'évolution du site d'ici cette échéance, fixée au 20 juillet 2027, les garanties financières devront également faire l'objet d'une actualisation.

L'exploitant est invité à confirmer, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, les suites envisagées pour son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois